

L'article 370 de la Constitution indienne

L'article 370 est sans doute l'article le plus controversé de la Constitution indienne parce qu'il concerne uniquement l'État du Jammu et Cachemire. Il a été l'objet de débats houleux depuis son entrée en vigueur en 1952.

Sa principale caractéristique, on l'oublie trop souvent, est sa nature provisoire, laquelle est confirmée par Jawaharlal Nehru le 27 novembre 1963 au Lok Sabha (Assemblée nationale), lorsqu'il déclare que l'article disparaîtra par en devenant progressivement inutile, et il précise : « L'article 370 fait partie d'un arrangement provisoire, de transition. Il n'est pas un élément permanent de la Constitution. » Hélas, il est resté en vigueur jusqu'à aujourd'hui.

L'article octroie un statut spécial à l'État de Jammu et Cachemire, en en faisant pratiquement un État à l'intérieur de l'État indien.

Les lois de l'Inde ne s'appliquent au Jammu et Cachemire qu'après ratification par l'Assemblée de l'État, contrairement à tous les autres États de l'Union indienne. Cela a de sérieuses conséquences pour le reste du pays car de nombreuses lois indiennes ne sont pas aujourd'hui applicables au Jammu et Cachemire.

L'État a aussi sa propre constitution et son propre drapeau.

De plus les habitants du Jammu et Cachemire ont une citoyenneté séparée. Ils sont autorisés à acheter des biens dans toute l'Inde alors que les habitants des autres États ne peuvent le faire au Jammu et Cachemire. La conséquence la plus grave de ces restrictions est que nulle entreprise indienne n'a la possibilité d'investir dans la Vallée, au Jammu ou au Ladakh, ce qui freine leur développement.

Autre singularité : les citoyens de cet État peuvent se porter candidat à n'importe quel poste de fonctionnaire sur tout le territoire indien

alors que les citoyens indiens ne peuvent postuler pour un emploi au Jammu et Cachemire ; il en découle que si une femme cachemirienne se marie avec un habitant d'un autre État de l'Inde, elle perd automatiquement sa « citoyenneté » cachemirienne et les prérogatives attenantes.